

Les critiques de Jean Gadrey à Thomas Piketty sur la croissance et les biens communs

16 octobre & 9 décembre 2019

1. La « circulation du capital » proposée par Thomas Piketty est anti-écologique... à 50 % !

 blogs.alternatives-economiques.fr/gadrey/2019/10/16/la-circulation-du-capital-proposee-par-thomas-

La mesure la plus spectaculaire dans l'ensemble ambitieux des propositions de Thomas Piketty rassemblées à la fin de son livre « Capital et idéologie », couple deux volets. D'une part, un impôt annuel progressif sur la propriété, dont les taux iraient de 0,1 % pour les petits patrimoines (jusqu'à 100 000 euros) à 90 % pour les patrimoines supérieurs à 2 milliards d'euros. Il s'agit bien d'un impôt annuel, pas d'un versement en une seule fois. Concrètement, Bernard Arnaud verrait son patrimoine actuel d'environ 100 milliards de dollars revenir à 10 milliards en un an, et à peine plus d'un milliard en deux ans, à supposer qu'il ne trouve pas le moyen d'échapper à cet impôt.

Le deuxième volet consiste à affecter intégralement les recettes de cet impôt (environ 5 % du revenu national, soit quelque 120 milliards d'euros en 2018, en y incluant l'impôt sur les successions, lui aussi progressif) au versement d'une « dotation en capital » universelle : à 25 ans, chaque jeune recevrait l'équivalent de 60 % du patrimoine moyen actuel, soit environ 120 000 euros.

Il est clair que ce scénario bouleverserait la distribution des patrimoines privés. Il s'agit, selon Piketty, d'une politique de « circulation de la propriété » selon un principe de « propriété temporaire » et d'héritage pour tous, alors que les 50 % les plus pauvres ne reçoivent aujourd'hui quasiment rien à ce titre. Un rajeunissement du patrimoine *« dont tout porte à penser qu'il serait une excellente chose pour le dynamisme social et économique »*.

C'est d'une certaine façon révolutionnaire sur le plan de l'égalité. Mais cela semble bien peu compatible avec les exigences écologiques de l'heure, **en tout cas pour ce qui concerne le deuxième volet : la dotation en capital** (d'où le titre de ce billet : « à 50 % »). Deux raisons justifient mon appréciation. Elles font l'objet des deux sections qui suivent.

LA CROISSANCE, TOUJOURS LA CROISSANCE

D'abord, cette proposition s'inscrit dans un cadre de pensée où le futur resterait celui d'une société de croissance. Thomas Piketty ne fait pas partie des dogmatiques de la croissance, mais il y fait clairement référence. Là où Wilkinson et Pickett démontrent que « l'égalité est meilleure pour tous » (1) sous l'angle du bien vivre et de la santé sociale, Piketty avance que l'égalité est bonne... pour la croissance, qu'il nomme aussi « dynamisme économique ». En témoignent ses développements des pages 633 à 637, avec entre autres cette phrase : « *les expériences historiques dont nous disposons suggèrent qu'il est tout à fait possible de concilier forte progressivité des impôts, faible inégalité et forte croissance* ». En témoigne aussi, aux pages 1133-1134, l'argument selon lequel les niveaux élevés d'imposition proposés dans le livre « *sont conformes à ce qui a été appliqué au 20^{ème}* »

siècle dans de nombreux pays pendant des décennies... et en l'occurrence durant des périodes dont il apparaît aujourd'hui qu'elles ont été parmi les plus dynamiques jamais observées en termes de croissance économique. Dans ces conditions, il paraît raisonnable de les appliquer à nouveau ».

Pourtant, non, il n'est absolument pas « raisonnable » de faire de cette forte croissance passée un argument de vente de l'égalité. La période en question, nommée en France les Trente Glorieuses, a produit des dégâts (ou « externalités ») sociaux, sanitaires et écologiques identifiés dès les années 1970. L'empreinte écologique de l'humanité a alors commencé à dépasser la capacité de la nature à fournir les multiples ressources renouvelables englouties dans la production matérielle, et les émissions de carbone dans l'atmosphère ont dépassé le seuil de déclenchement du réchauffement climatique. Quant à l'éventualité d'une croissance verte, qui verrait un découplage radical entre la progression des volumes produits et la régression suffisamment forte des pollutions, émissions et prélèvements sur la nature, c'est un mythe scientifique que réfutent de nombreux travaux, dont un rapport récent du European Environment Bureau (2) dont voici la conclusion : *« il n'existe nulle part de preuve empirique d'un découplage (entre la croissance économique et les pressions sur l'environnement) à une échelle suffisante pour faire face à la crise environnementale, et, ce qui est sans doute plus important, un tel découplage a peu de chances de se produire dans le futur ».*

AU CŒUR DU PROBLÈME : LA CONCEPTION DE LA RICHESSE

Sur le fond des concepts, c'est la représentation même de la richesse, ou des patrimoines individuels et collectifs qui est en cause dans cette analyse de Piketty. Si le climat et la biodiversité, entre autres, sont des patrimoines communs autant qu'individuels, des patrimoines à transmettre en bon état, ou dans le moins mauvais état possible (3), alors la « circulation » de ces patrimoines ne relève pas de la circulation de la propriété des capitaux économiques. Elle n'est pas moins importante. Elle le sera de plus en plus demain.

Si l'on admet ce point de vue, en quoi cela peut-il changer les préconisations politiques ? D'abord en ceci : réduire drastiquement les patrimoines monétaires des riches est essentiel, y compris dans les proportions ambitieuses de Thomas Piketty, mais pas d'abord ni seulement pour gonfler le patrimoine privé des plus modestes. Car si les patrimoines ou biens communs à privilégier pour préserver une existence décente sur une planète vivable se situent hors des richesses monétaires, alors **ce dont les jeunes de 25 ans, comme tous les autres, ont le plus urgent besoin n'est pas de disposer de 120 000 euros à dépenser comme ils l'entendent dans le système consumériste de la société de croissance, ou pour lancer une start-up, mais d'un projet collectif de transformation, à décliner du local au global, visant à prendre soin de ces biens communs dont dépend leur avenir.**

Un projet qui leur fournirait à tous des emplois et des revenus décents (voir l'étude de la plateforme emplois-climat), un projet mobilisant des énergies et des financements autrement plus importants pour leur vie future que les 120 000 euros. Lesquels 120 000

euros seraient d'autant moins nécessaires que les études et la santé seraient gratuites, qu'on lancerait une politique de logements accessibles, de transports urbains gratuits, de crèches à faibles tarifs, etc. C'est à ces dépenses, et bien entendu aux investissements massifs de la soutenabilité écologique, qu'il faudrait affecter prioritairement le montant de la fiscalité sur les patrimoines et les successions afin de réaliser une « circulation de la richesse » dans une vision large et nécessaire de la richesse, non réduite au « capital » selon Piketty.

En résumé, l'impôt très progressif sur le capital (tout comme l'impôt très progressif sur le revenu également proposé par Piketty) est sans aucun doute une réforme d'avenir qui, par ailleurs, aurait de bonnes chances de bénéficier d'un large soutien populaire. Mais l'urgence écologique implique d'en affecter prioritairement les recettes aux enjeux prioritaires. C'est manifestement parce que Thomas Piketty n'a pas la même vision des priorités et des urgences que celle des mouvements écologistes ou altermondialistes qu'il n'a pas retenu cette solution et qu'il persiste à valoriser la croissance économique. Il est vrai qu'il n'est pas le seul à gauche...

P.S. Sur l'intéressante taxe carbone progressive proposée par Piketty, voir [ce billet récent](#).

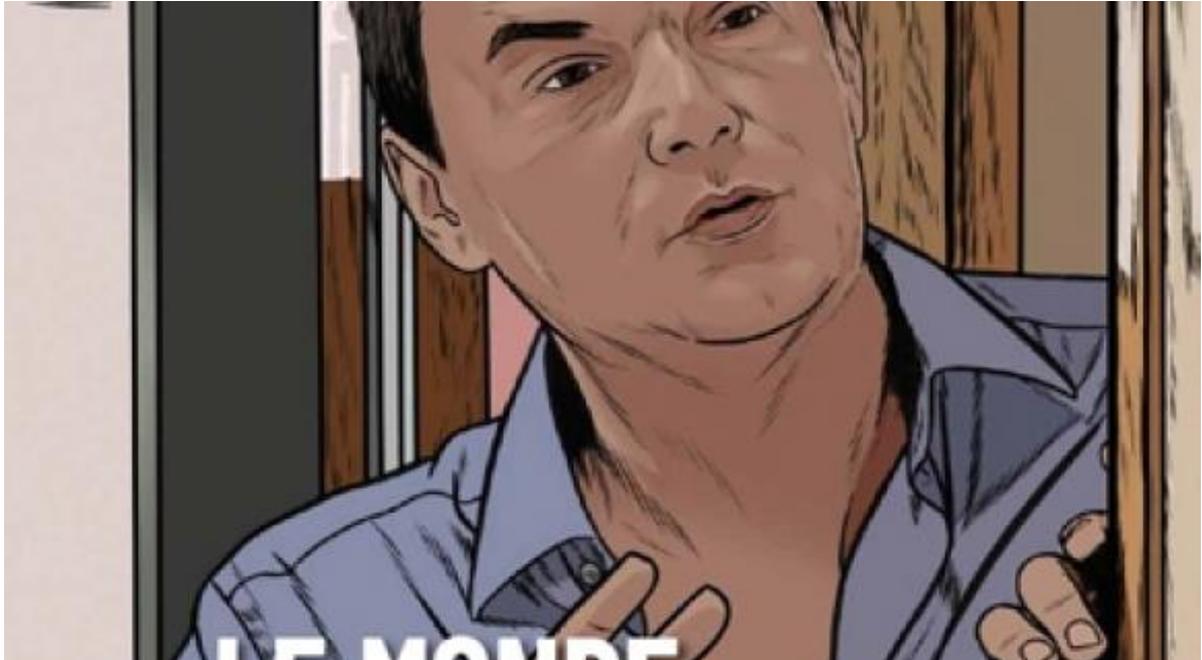
(1) Kate Pickett, Richard Wilkinson, *Pourquoi l'égalité est meilleure pour tous*, Les petits matins, 2013.

(2) *Decoupling Debunked, Evidence and arguments against green growth as a sole strategy for sustainability*, juillet 2019, 80 pages.

(3) C'est l'un des arguments forts de Dominique Méda dans son livre *La mystique de la croissance* (Flammarion, 2013) : « quel est ce patrimoine que nous devons transmettre dans une relative intégrité à nos successeurs » (p. 120) si l'on ne veut pas « priver les futures générations, non seulement d'éléments et de fonctions [liées à la nature et à l'organisation sociale] qui se révéleront essentiels à leur vie, voire à leur survie, mais aussi de perceptions, d'émotions, de sensations physiques, esthétiques, corporelles, intellectuelles, que nous serions alors les derniers à connaître. » (p. 123)

2. Les curieuses réponses de Piketty à mes critiques sur la croissance et les biens communs

blogs.alternatives-economiques.fr/gadrey/2019/12/09/les-curieuses-reponses-de-piketty-a-mes-critiques-uns



Fort intéressante [interview de Thomas Piketty](#) par Hervé Kempf dans le cadre de Reporterre, site de référence en écologie politique. 46 minutes autour des inégalités et des mesures proposées par Piketty pour les réduire, en tenant compte des enjeux écologiques.

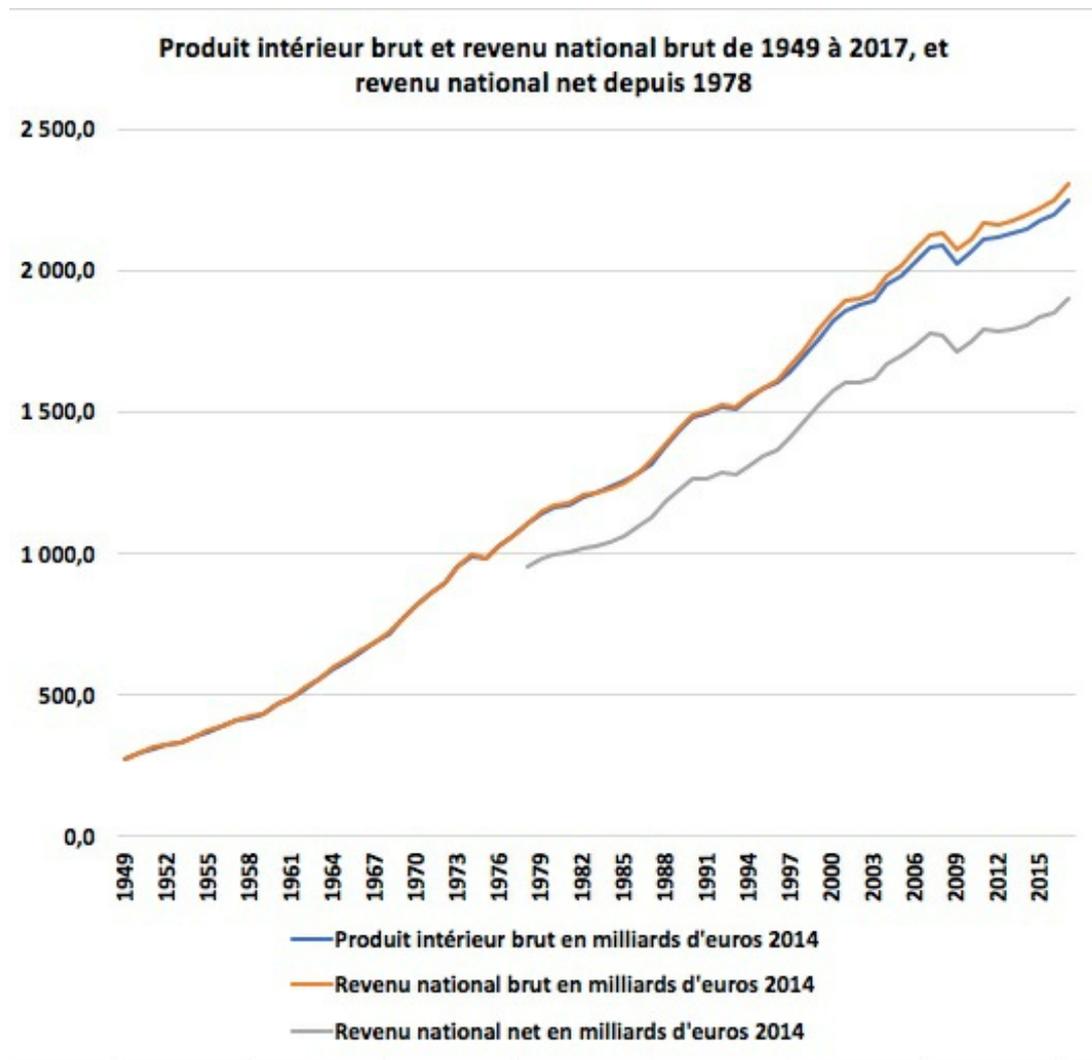
À la fin de l'entretien (minute 40), Hervé Kempf pose « une dernière question », que je résume : l'économiste Jean Gadrey, que vous connaissez, [vous reproche](#) de valoriser la croissance, notamment lorsque vous dites que le faible niveau d'inégalités au cours des Trente Glorieuses a été un facteur favorable à la croissance. Or on sait par ailleurs que la croissance, même faible, a un impact fort sur les émissions de gaz à effet de serre. Alors, quel est votre point de vue sur la croissance, celle du PIB ?

CROISSANCE DU PIB OU DU REVENU NATIONAL ?

Piketty commence par un argument d'économiste incompréhensible par des non économistes : « Toute la question, c'est la croissance de quoi... Moi, je n'utilise presque jamais la notion de produit intérieur brut. **Quand je parle de croissance, je parle de croissance du revenu national. Ça peut paraître la même chose, mais c'est très différent** ».

On verra plus loin en quoi cela diffère en théorie, mais faisons quand même un petit test empirique. Il existe deux grandes notions de revenu national (même si d'autres raffinements sont possibles) : brut, ou net (obtenu en déduisant du premier la « consommation - ou dépréciation - du capital fixe », voir plus loin). Comparons

l'évolution du PIB et celle du revenu national brut en France depuis 1949, en y ajoutant la courbe du revenu national net depuis 1978 car les séries cohérentes pour cette variable démarrent en 1978. Le graphique qui suit a été composé à partir du [tableau 1.115](#) de la série des comptes nationaux de l'Insee, complété par les séries de la consommation de capital fixe (tableau 1.112, même source).



Peut-on dire qu'on adopterait une autre vision de la croissance économique parce qu'on remplacerait le PIB par le revenu national brut ? Cela semble difficile quand on constate que les deux variables sont quasiment identiques et évoluent pratiquement avec le même taux de croissance.

Il est donc certain que Piketty, lorsqu'il parle dans cet entretien de revenu national, se réfère au revenu national net (RNN). Cela change-t-il la donne ? Non. La courbe de ce RNN évolue certes en dessous des deux autres, mais **avec pratiquement le même taux de croissance que pour le PIB**. Ainsi, depuis 1979, le taux de croissance annuel moyen du PIB a été de 1,85 % et celui du RNN de 1,80 % !

Vous avez compris, même si c'est un peu technique, que cette première réponse de Thomas Piketty ressemble à une non réponse. Se distancier de la croissance du PIB en invoquant un revenu national qui croît au même rythme est une esquivé. Selon Piketty,

ces deux notions, « ça peut paraître la même chose mais c'est très différent ». Pas dans les chiffres ni dans les courbes, pour la France en tout cas.

Continuons avec les explications de Piketty sur cette question. Pourquoi le revenu national serait-il bien plus adapté que le PIB à la mesure du progrès, y compris environnemental ? Parce que, dit-il (à partir de 41'30), pour obtenir le revenu national, « on déduit du PIB toute la consommation de capital, *et en particulier de ressources naturelles, en tout cas on devrait, et si on ne le fait pas c'est qu'on calcule mal et il faudrait changer immédiatement ça*. Donc ça a des conséquences très concrètes : si vous sortez des hydrocarbures du sol, ça augmente le PIB mais pas du tout le revenu national. Si en plus ces hydrocarbures, quand vous les brûlez, vous avez des effets négatifs sur d'autres activités humaines et on sait en l'occurrence que c'est le cas avec le réchauffement climatique, alors là c'est du revenu national négatif alors que le PIB lui il continue d'être positif. Donc vous voyez que l'indicateur qu'on utilise change du tout au tout ce qu'on appelle la croissance, donc moi la croissance du PIB ça ne m'intéresse absolument pas. » (Suite de la retranscription un peu plus loin)

LES COMPTES NATIONAUX (RE)VUS PAR PIKETTY

Le problème avec le passage précédent, qui peut en impressionner certains, est que ce fameux revenu national où l'on déduirait du PIB toutes les dégradations environnementales, ou les plus importantes (on rejoint les tentatives de « PIB vert »), n'existe pas, et Piketty le sait. Voici ce qu'on trouve dans le rapport de la « commission Stiglitz » en charge de proposer de nouveaux indicateurs de progrès : « Un facteur plus préoccupant est que les mesures usuelles de la dépréciation [du capital] n'ont pas pris en compte la dégradation qualitative de l'environnement naturel. Diverses tentatives ont été entreprises pour élargir l'étendue de la dépréciation afin de tenir compte de cette dégradation, **mais sans grand succès**, la principale difficulté étant la fiabilité de la mesure des changements intervenus dans la qualité de l'environnement et leur évaluation monétaire. »

Personne ne sait mesurer en termes monétaires (d'une façon qui produise un consensus scientifique, car certains économistes pensent pouvoir tout compter en monnaie, y compris la valeur d'une vie humaine) la « valeur » de l'extinction des espèces, de la chute de la biodiversité, des dommages (humains ou non) liés au réchauffement climatique, etc. Thomas Piketty prend un exemple où l'on peut certes procéder à des évaluations parce qu'il y a un prix de marché : l'extraction de combustibles fossiles ou de matériaux du sous-sol. Mais même dans ce cas, la Commission Stiglitz précise que ce prix de marché « ne reflète pas les atteintes à l'environnement imputables à l'usage de la ressource considérée ».

C'est parce qu'il sait cela que Thomas Piketty formule de façon confuse son argument sur le revenu national : « on déduit du PIB toute la consommation de capital, *et en particulier de ressources naturelles, en tout cas on devrait, et si on ne le fait pas c'est qu'on calcule mal et il faudrait changer immédiatement ça* ». En effet, « on » calcule très mal, et cela

fait des décennies que d'éminents économistes nous disent qu'il « faudrait changer immédiatement ça », sans savoir ni pouvoir le faire (voir mon livre, avec Aurore Lalucq, « faut-il donner un prix à la nature ? »).

En passant, si on savait ou si on pouvait retrancher du PIB une valeur des pertes écologiques, lesquelles ne cessent de s'alourdir, alors on assisterait à un fort décrochage du revenu national (RN) par rapport au PIB, voire à la décroissance de ce RN ! C'est justement parce que le RN rêvé de Piketty n'existe pas que la croissance du PIB peut être aussi proche de celle du RN réellement existant.

LA CROISSANCE AINSI COMPRISE RESTE UNE NOTION PERTINENTE. VRAIMENT ?

Suite des propos de Thomas Piketty :

« Est-ce que le fait de passer au revenu national règle tous les problèmes ? Non, parce que un indicateur unidimensionnel ne peut pas prendre en compte toute la consommation de capital naturel, on ne va pas compenser le fait de n'avoir plus de climat correct dans 50 ans par le fait d'avoir 2000 iPhone par personne, etc. Il y a un moment où il faut se donner des cibles qui sont proprement climatiques et environnementales, par exemple les émissions carbone... et d'autres. Une fois qu'on est très strict sur le suivi de ces indicateurs... alors la croissance du revenu national, ou en tout cas la comparaison des niveaux de revenu des différents groupes sociaux... **la croissance ainsi comprise reste une notion pertinente** pour mieux comprendre les conditions d'une justice économique et sociale, en particulier dans les efforts qu'on va demander en termes de niveaux d'imposition (carbone, revenu, patrimoine) aux différents groupes et en les comparant dans le temps. »

Piketty est en général bien plus clair qu'ici, où il mélange la croissance macro-économique (celle du revenu national net) et celle des revenus des différents groupes sociaux. C'est pourtant bien différent : il n'y a nul besoin de croissance globale (du PIB ou du revenu national, on a vu que c'était en fait presque identique) pour redistribuer les revenus et les patrimoines des plus riches aux groupes sociaux dont Piketty prend toujours la défense, ce qui n'est pas la moindre de ses qualités.

Vu la question posée par Hervé Kempf (la poursuite de la croissance est-elle compatible avec des objectifs climatiques ambitieux ?), on se serait attendu à un développement sur le thème suivant : si l'on est « très strict » sur le suivi des indicateurs environnementaux (par exemple les exigences du GIEC pour rester sous les 1,5° de réchauffement), peut-on encore défendre des politiques de croissance ? Piketty a esquivé, en se retranchant derrière des enjeux de répartition des revenus.

LES BIENS COMMUNS : UNE AUTRE ESQUIVE

Suite et fin de cette retranscription.

« Et donc si on oublie complètement cela et qu'on dit « **moi je ne veux plus comparer l'évolution des niveaux de revenu des 50 % les plus pauvres d'une année sur l'autre parce que la croissance ce n'est plus souhaitable**, ou je ne veux pas entendre parler de dotation de 120.000 euros aux personnes qui ne possèdent rien... **parce que la seule chose qui m'intéresse ce sont les communs**, c'est très bien mais enfin, en attendant, les personnes, pour se loger, elles ont un salaire, un loyer à payer, donc la dotation de 120.000 euros ça permet qu'elles aient un logement, de faire des choses dans leur vie, de prendre des risques, de vivre de leur travail sans avoir à tout reverser à des propriétaires... Donc moi **je veux bien qu'on dise il n'y a plus que les biens communs qui comptent**, mais l'émancipation ça passe à la fois par les biens communs, dont le climat, et en même temps par la prise en compte du fait que les individus ont des projets individuels ou professionnels, et pour ça, continuer de mesurer les revenus et les patrimoines individuels reste indispensable et ceux qui prétendent s'en passer tout en résolvant la crise climatique nous préparent de fortes désillusions ».

Je ne sais pas à qui Piketty s'en prend ici, mais je vais être immodeste et faire comme si c'était moi, vu que, dans mon billet critique, je lui reprochais en effet d'ignorer les biens communs dans sa vision économique et monétaire des patrimoines. Je suppose qu'il a lu ce billet, et dans ce cas ce qu'il adopte comme défense n'a rien à voir avec ce que j'ai écrit. C'est un artifice rhétorique et polémique usé qui consiste à faire dire à ceux qu'on critique des choses stupides qu'ils n'ont jamais énoncées, ni de près ni de loin. Par exemple « il n'y a plus que les biens communs qui comptent », ou « on n'a plus besoin de comparer l'évolution des niveaux de revenu des 50 % les plus pauvres d'une année sur l'autre parce que la croissance ce n'est plus souhaitable », ou encore « ceux qui prétendent se passer de la mesure des revenus et des patrimoines individuels tout en résolvant la crise climatique ». Je ne vais pas faire la liste de mes billets récents ou anciens qui contredisent les propos de Piketty, y compris dans ce billet où je le critique.

C'est dommage, ce débat ouvert mérite mieux.

ANNEXE à propos des 120.000 euros de Piketty

Thomas Piketty fait comme si ceux qui n'adhèrent pas à sa proposition de versement d'une dotation universelle en capital de 120.000 euros à 25 ans (j'en fais partie, voir mon billet critique) se désintéressaient du sort des jeunes et en particulier de leurs conditions de logement et de vie et de leurs projets professionnels. Il existe pourtant bien d'autres façons, ne reposant pas sur l'idéologie propriétaire, de mener des politiques favorables aux débuts de vie d'adulte (personnelle, professionnelle, de couple ou de parent). Puisque Piketty se prononce dans cet entretien pour un rapprochement des Verts et des Insoumis, il trouvera dans les programmes des premiers (page 118), et des seconds, d'excellentes propositions concrètes, souvent convergentes, qui ne passent pas par une grosse dotation individuelle en capital.